

Fonds communs de placement

Bien s'informer



Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Les autorités provinciales et territoriales en la matière se sont regroupées pour former les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, ou ACVM, dont la tâche première consiste à instaurer un processus harmonisé de réglementation des valeurs mobilières dans l'ensemble du pays.

www.autorites-valeurs-mobilieres.ca



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières



Vous songez à investir dans des organismes de placement collectif (OPC)? Ils peuvent vous offrir un moyen efficace d'épargner en vue d'objectifs importants, comme la retraite ou l'éducation de vos enfants. Toutefois, comme tous les placements, ils comportent des risques. Les détenteurs de titres d'OPC doivent également assumer certains frais.

Les **Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM)** ont élaboré ce guide pour vous permettre d'améliorer vos connaissances sur les OPC. Les ACVM regroupent les treize autorités en valeurs mobilières des provinces et des territoires du Canada. Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire, dont les coordonnées sont indiquées à la page 13.

Table des matières

Qu'est-ce qu'un OPC?	2
Quels titres les OPC détiennent-ils?	3
Comment faire des profits?	4
Quels sont les risques?	5
Votre placement est-il protégé?	6
Quels sont les frais?	7
Si vous changez d'idée	10
Quels sont les autres types de fonds d'investissement?	10
Questions à poser avant d'investir	11
Savoir où obtenir de l'aide	12

Qu'est-ce qu'un OPC?

Un OPC est un type de fonds d'investissement, c'est-à-dire un portefeuille de titres, comme des actions, des obligations ou des titres d'autres OPC. Contrairement à la plupart des autres types de fonds d'investissement, les OPC sont à capital variable, ce qui signifie que de nouvelles parts ou actions sont émises lorsque le nombre d'investisseurs augmente.

En général, les OPC s'intéressent à des types particuliers de placements. Par exemple, certains d'entre eux investissent principalement dans des obligations d'État ou des actions de certains pays, tandis que d'autres effectuent des placements dans une combinaison d'actions et d'obligations ou dans des titres d'autres OPC.

Pourquoi investir dans un OPC?

Lorsque vous achetez des titres d'un OPC, vous mettez votre argent en commun avec celui de nombreux autres investisseurs, ce qui vous permet de détenir un portefeuille de placements à un coût relativement modeste. Autre avantage : vous confiez la gestion à un professionnel qui prend les décisions d'investissement pour vous.

De plus, les titres d'OPC sont offerts au grand public par des banques, des cabinets de planification financière et de courtage, des caisses d'épargne et de crédit, des sociétés de fiducie et d'autres sociétés de placement. Vous pouvez donc en acheter ou en revendre quand bon vous semble.

Autres facteurs à considérer

Comme tous les placements, les OPC comportent des risques, ce qui signifie que vous pourriez perdre une partie de l'argent que vous investissez. En effet, la valeur des OPC fluctue en fonction des placements qu'ils détiennent. Selon le type d'OPC, elle peut fluctuer fréquemment et de façon importante.

En outre, certains frais réduisent le rendement de votre placement. Ils sont assumés en partie par les investisseurs et en partie par l'OPC.

Votre rendement dépend également de l'habileté du gestionnaire de portefeuille à choisir les placements. Certaines études ont démontré qu'à long terme, la plupart des OPC font rarement mieux que leur indice de référence.



L'importance de diversifier son portefeuille

Grâce aux OPC, il est facile et peu onéreux de détenir un éventail de placements variés. Chaque placement a ses hauts et ses bas. Chacun réagit différemment aux événements mondiaux, aux facteurs économiques comme l'évolution des taux d'intérêt, et aux perspectives commerciales. Ainsi, lorsqu'un placement est à la baisse, un autre peut être à la hausse.

En combinant plusieurs types de placements, vous atténuez les contrecoups des placements les moins performants tout en profitant du potentiel de rendement des autres. C'est ce qu'on appelle la diversification.

Qu'est-ce qu'un « indice de référence »?

Habituellement, un indice de référence est un indice boursier ou sectoriel en fonction duquel le rendement d'un OPC peut être mesuré. Par exemple, si l'OPC investit principalement dans des actions canadiennes, l'indice de référence pourrait être l'indice composé S&P/TSX, qui suit certaines sociétés dont les titres se négocient à la Bourse de Toronto.

En comparant l'OPC à l'indice de référence approprié, vous pouvez avoir une idée de son rendement par rapport au marché en général ou à un secteur en particulier.

Quels titres les OPC détiennent-ils?

Ce tableau présente les types d'OPC les plus courants et les titres qui composent généralement leur portefeuille.

Pour plus de renseignements sur les différents types de placements, veuillez consulter le guide *Coup d'œil sur les produits d'investissement* produit par les ACVM.

Types d'OPC	Principaux titres
Fonds marché monétaire	Des titres à revenu fixe à court terme, comme les bons du Trésor
Fonds à revenu fixe	Des titres à revenu fixe, comme des obligations d'État et de sociétés
Fonds de croissance ou d'actions	Des titres de participation, comme des actions et des parts de fiducies de revenu
Fonds équilibrés	Une combinaison de titres de participation et de titres à revenu fixe
Fonds mondiaux	Des titres de participation ou des titres à revenu fixe étrangers
Fonds spécialisés	Des titres de participation ou des titres à revenu fixe d'une région en particulier (par exemple l'Asie) ou d'un secteur précis (par exemple les technologies de l'information)
Fonds indiciels	Des titres de participation ou des titres à revenu fixe sélectionnés de façon à reproduire un indice en particulier, comme l'indice composé S&P/TSX
Fonds de fonds	Des titres d'autres OPC



Comment faire des profits?

Vous réalisez des profits lorsque la valeur des placements de l'OPC dans lequel vous avez investi augmente et que vous vendez vos titres plus cher que vous les avez payés. C'est ce qu'on appelle un gain en capital. Par contre, si vous vendez vos titres moins cher que vous les avez payés, vous subissez une perte en capital.

Selon l'OPC, vous pouvez également recevoir des distributions de dividendes, d'intérêts, de gains en capital ou d'autres revenus de placement. Toutefois, si vous ne demandez pas que les distributions vous soient versées en espèces, l'OPC les réinvestira généralement en votre nom.

Rendement de l'OPC

Si le rendement passé d'un OPC n'est pas garant de son rendement futur, il peut tout de même vous donner une idée de sa performance dans différentes conditions de marché. Il peut également vous aider à comparer l'OPC :

- à d'autres OPC ayant le même objectif de placement
- à un indice de référence

On peut trouver de l'information sur le rendement de l'OPC dans les rapports annuel et semestriel que celui-ci est tenu de publier, appelés les « rapports de la direction sur le rendement du fonds ». Ces rapports présentent le rendement de l'OPC pendant diverses périodes ainsi qu'une analyse des facteurs ayant eu une incidence sur son rendement au cours de la dernière année.

Vous pouvez obtenir les rapports de la direction sur le rendement du fonds en vous adressant à la société de gestion de l'OPC et à l'adresse suivante : www.sedar.com. En vertu de la législation en valeurs mobilières, les OPC sont tenus de déposer divers documents, dont ces rapports, au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR).

Il est également possible de trouver d'autres informations sur le rendement en consultant le site

Web de la société de gestion, les principaux journaux financiers et certains sites Web comme www.globefund.com ou www.morningstar.ca.

Fiscalité des OPC

En général, vous devez payer de l'impôt sur l'argent gagné en investissant dans un OPC. Le traitement fiscal différent réservé à l'intérêt, aux dividendes et aux gains en capital a une incidence sur le rendement de votre placement. Notez bien que les distributions sont imposables pour l'année au cours de laquelle elles sont reçues, qu'elles soient versées en espèces ou réinvesties.

Cependant, si vous détenez des titres d'OPC dans un régime enregistré, vous n'êtes pas imposé tant que l'argent demeure dans le régime. Dans le cas contraire, le montant du retrait est imposé comme un revenu.

Les régimes enregistrés comprennent notamment les suivants :

- le régime enregistré d'épargne-études (REEE)
- le fonds enregistré de revenu de retraite (FERR)
- le régime enregistré d'épargne-retraite (REER)

Il pourrait être utile de discuter avec un conseiller fiscal compétent de l'impôt que vous pourriez devoir payer sur les placements que vous détenez dans des OPC.



Quels sont les risques?

La plupart des OPC ne sont pas garantis, ce qui signifie que vous pouvez perdre de l'argent. Le degré de risque associé à un OPC dépend des placements qu'il effectue. Par exemple, les actions présentent généralement un risque plus élevé que les obligations. On peut donc déduire qu'il est plus risqué d'investir dans un fonds d'actions que dans un fonds à revenu fixe.

Sachez que tous les placements comportent un certain degré de risque. L'important est de comprendre le risque couru et de déterminer si vous êtes prêt à l'assumer. Vous pouvez réduire le risque global associé à vos placements en variant leur composition. Alors, avant de choisir un OPC, évaluez s'il s'accorde avec vos autres placements.

Types de risques courants

Aux divers types de placements sont généralement associés différents types de risques. Ce tableau indique certains types de risques courants et l'incidence qu'ils peuvent avoir sur le rendement d'un OPC.

Type de risque	Type de placement touché	Conséquences négatives sur la valeur de l'OPC
Risque-pays	Placements à l'étranger	La valeur du placement à l'étranger diminue pour cause d'instabilité ou de changements politiques dans le pays où les titres ont été émis.
Risque de crédit	Titres à revenu fixe	Si l'émetteur des obligations ne peut les rembourser, ce placement peut se révéler sans valeur.
Risque de change	Placements libellés dans une autre monnaie que le dollar canadien	Si la valeur de l'autre monnaie diminue par rapport au dollar canadien, le placement perd de sa valeur.
Risque de taux d'intérêt	Titres à revenu fixe	En général, la valeur des titres à revenu fixe diminue lorsque les taux d'intérêt augmentent.
Risque d'illiquidité	Tous les types	L'OPC ne peut vendre un placement dont la valeur est en baisse parce qu'il ne trouve pas d'acheteurs.
Risque de marché	Tous les types	La valeur de ses placements diminue en raison de risques inévitables ayant un effet sur l'ensemble du marché.

Quels sont les risques? suite

Évaluation du risque

Une des façons d'évaluer le degré de risque d'un OPC consiste à examiner la fluctuation de son rendement sur plusieurs années. Si le rendement varie beaucoup d'une année à l'autre, on peut considérer que l'OPC présente un risque élevé, puisque son rendement est susceptible d'augmenter ou de baisser brusquement.

Si, par exemple, l'OPC a subi une perte de 5 % il y a deux ans, puis enregistré un gain de 17 % l'an

dernier et un gain de 2 % cette année, il est vraisemblablement plus risqué qu'un OPC ayant enregistré un gain de 6 % tous les ans au cours des trois dernières années.

Il ne faut pas oublier que plus le rendement potentiel d'un placement est élevé, plus le risque est grand. Si vous recherchez des placements à rendement élevé, vous devez assumer les risques qui y sont associés.

Votre placement est-il protégé?

Les OPC ne sont couverts ni par la Société d'assurance-dépôts du Canada, ni par le fonds d'assurance-dépôts de l'Autorité des marchés financiers (Québec), ni par aucune autre assurance-dépôts. Toutefois, des mesures ont été mises en place pour protéger les investisseurs.

Par exemple, la garde de l'actif des OPC doit être assurée par un tiers appelé « dépositaire ». Le plus souvent, il s'agit d'une banque à charte ou d'une société de fiducie. En outre, un vérificateur indépendant examine les états financiers de l'OPC chaque année et produit un rapport sur ceux-ci.

En cas de faillite

Deux fonds ont été constitués pour protéger vos placements en cas de faillite de l'entreprise avec laquelle vous faites affaire.

Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE)

Le FCPE offre une protection pouvant aller jusqu'à un million de dollars aux clients admissibles des membres des entités suivantes :

- l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
- Bourse de Montréal Inc.
- Groupe TSX Inc.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web du FPCE à l'adresse suivante : www.cipf.ca.

Corporation de protection des investisseurs de l'ACCFM

L'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACCFM) a mis sur pied un fonds de protection des épargnants appelé la Corporation de protection des investisseurs de l'ACCFM (CPI). La CPI offre aux clients admissibles des membres de l'ACCFM une protection pouvant atteindre un million de dollars.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ACCFM à l'adresse suivante : www.mfda.ca.

Quels sont les frais?

Tous les OPC facturent des frais, mais ceux-ci peuvent varier considérablement d'un OPC à l'autre. Vous trouverez de l'information sur les frais dans le prospectus simplifié de chaque OPC.

Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition sont les commissions que vous pouvez être tenu de payer à l'achat ou à la vente de titres d'un OPC. Lorsqu'ils sont payés à l'achat, ils sont appelés « frais d'acquisition initiaux » ou « frais d'entrée », et lorsqu'ils sont payés à la vente, « frais d'acquisition différés » ou « frais de sortie ». Certains OPC sont vendus « sans frais » ou « sans commission ». Par conséquent, vous n'avez rien à payer lorsque vous achetez ou vendez des titres.

Comparaison entre les types de frais d'acquisition

Les frais d'acquisition initiaux peuvent varier d'un OPC à l'autre et être négociables. Magasinez et ne perdez pas de vue que chaque dollar de commission est un dollar qui ne travaille pas pour vous.

Quant aux frais d'acquisition différés, ils sont fixes. Aucune négociation n'est possible. Par conséquent, vous ne pouvez pas changer de famille d'OPC pendant un certain nombre d'années, à moins de vendre vos titres et de payer des frais d'acquisition.

Même si aucuns frais d'acquisition ne sont payables dans le cas d'un OPC sans frais ou sans commission, tout placement dans un OPC comporte certains autres coûts, notamment des frais de gestion et d'exploitation.

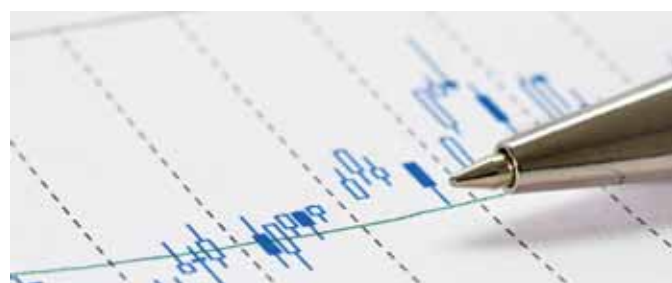
Ratio des frais de gestion

Chaque OPC paie des frais annuels à l'entreprise qui s'occupe de sa gestion et de celle de ses placements.

De plus, l'OPC assume seul ses frais d'exploitation, notamment les frais juridiques et comptables et les frais de garde et de tenue de livres. Certains OPC paient des frais d'administration fixes qui couvrent leurs frais d'exploitation.

Le ratio des frais de gestion représente le total des frais de gestion et d'exploitation. Il est exprimé en pourcentage de l'actif de l'OPC. Par exemple, si un OPC dont l'actif s'élève à 100 millions de dollars doit payer deux millions de dollars de frais pour l'année, son ratio des frais de gestion s'établit à 2 %.

Les frais de gestion et d'exploitation ne vous sont pas facturés directement. Cependant, ils ont une incidence sur votre placement parce qu'ils réduisent le rendement de l'OPC, c'est-à-dire ce que l'OPC vous rapporte.



Qu'est-ce qu'un prospectus simplifié?

Le prospectus simplifié est un document que la société de gestion doit envoyer aux investisseurs qui achètent des titres d'un OPC. Vous pouvez en demander un exemplaire avant d'investir. Il contient les renseignements suivants sur l'OPC :

- ses objectifs et stratégies de placement
- les risques qu'il présente
- sa convenance pour certains investisseurs
- ses distributions
- ses frais d'acquisition, de gestion et d'exploitation
- ses incidences fiscales

Commission de suivi

En général, la société de gestion verse une partie de ses frais de gestion à l'entreprise avec laquelle vous faites affaire. Cette « commission de suivi » lui est payée pour les services et conseils qu'elle vous prodigue.

La commission de suivi est généralement établie en fonction de la valeur de votre placement et est versée tant que vous détenez des titres de l'OPC. Certaines entreprises en reversent une partie à leurs conseillers.

Quels sont les frais? suite

Comparaison des ratios des frais de gestion

Le ratio des frais de gestion peut varier entre moins de 1 % pour les fonds marchés monétaires et plus de 3 % pour certains fonds spécialisés. Les OPC les plus complexes ont habituellement un ratio des frais de gestion plus élevé, puisque leur gestion demande d'avantage d'efforts et que leur exploitation coûte plus cher que celles des autres OPC. En général, les fonds indiciaires ont un ratio des frais de gestion très faible, parce que reproduire un indice nécessite moins de recherches et d'opérations. À long terme, ils obtiennent donc souvent un meilleur rendement que les OPC gérés activement.

Sachez toutefois qu'un ratio des frais de gestion faible ne signifie pas nécessairement que vous aurez plus d'argent dans vos poches. Par exemple, un OPC dont le rendement s'établit à 10 % et le ratio des frais de gestion, à 2 % vous rapportera davantage qu'un OPC dont le rendement s'établit à 6 % et le ratio des frais de gestion, à 1 %. Il faut parfois accepter que le ratio des frais de gestion soit plus élevé pour obtenir des services de gestion de meilleure qualité et un rendement supérieur.

Autres frais

D'autres frais peuvent s'appliquer aux transferts entre OPC, à l'ouverture d'un régime enregistré ou à l'ouverture ou à la fermeture d'un compte.

Vous pouvez également avoir à payer des frais pour opérations à court terme si vous vendez des titres d'un OPC avant l'expiration d'un délai déterminé. Ces frais visent à dissuader les investisseurs de se servir des OPC pour réaliser un profit rapidement en exploitant la différence entre les cours. Les OPC sont conçus pour être détenus pendant une longue période. Les opérations à court terme peuvent nuire aux autres porteurs de titres d'un OPC, car elles augmentent les frais d'opération et d'administration de l'OPC et peuvent en réduire la valeur.

Ce que vous pouvez vous attendre à obtenir pour votre argent

L'entreprise avec laquelle vous faites affaire peut recevoir une commission lorsqu'elle vous vend des titres d'un OPC. Elle peut aussi recevoir une commission de suivi tant que vous conservez ces titres. Voici ce que vous pouvez vous attendre à obtenir pour votre argent.

Tout d'abord, quiconque vend des titres d'OPC ou donne des conseils en la matière doit être inscrit. Vous pouvez vérifier si une personne ou une entreprise est inscrite en vous adressant à l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire ou en consultant son site Web.

Vous pouvez vous attendre de votre conseiller financier qu'il :

Vous pouvez vous attendre de votre conseiller financier qu'il :

- examine avec vous vos objectifs de placement et votre tolérance au risque
- vous fasse des recommandations claires et précises
- vous explique les raisons de ses recommandations
- vous décrive les points forts et les points faibles des produits d'investissement envisagés
- vous expose les risques qu'ils comportent

Calcul des frais

Pour connaître l'incidence que les différents frais, notamment les frais d'acquisition, pourraient avoir sur votre placement, veuillez consulter la section « Tools and Calculators » du site Web de l'Investor Education Fund à l'adresse suivante : www.investorED.ca.

Renseignez-vous sur les autres séries de titres offertes par l'OPC

La plupart des OPC comptent différentes séries ou catégories de titres conçues pour divers types d'investisseurs. Les frais diffèrent selon la série. N'hésitez pas à vous renseigner sur les autres séries de titres qui pourraient vous convenir.

Quels sont les frais? suite



Voici ce que votre conseiller ne devrait pas faire :

- vous faire des promesses concernant le rendement d'un OPC
- insinuer que les rendements futurs peuvent être déduits des rendements passés
- vous offrir une garantie sur votre placement

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le guide *Investir avec l'aide d'un conseiller financier* produit par les ACVM.

Chaque fois que vous achetez des titres d'un OPC, l'entreprise avec qui vous faites affaire doit vous remettre le prospectus simplifié de l'OPC. Elle doit également vous envoyer, au moins une fois par an, un relevé de compte détaillant votre participation et les opérations effectuées. Sur demande, vous pouvez aussi obtenir de l'information financière à jour deux fois par an pour chaque OPC dont vous détenez des titres.

Si vous changez d'idée

Dans certaines provinces, vous avez le droit d'annuler le contrat d'achat de titres d'un OPC dans les deux jours ouvrables suivant la réception du prospectus simplifié. Dans d'autres, vous pouvez également annuler votre achat dans les 48 heures suivant la réception de la confirmation de votre ordre. Le délai d'annulation peut être plus long si vous achetez des titres d'un OPC conformément à un plan d'épargne.

Dans nombre de provinces, il est possible d'annuler son achat et, dans certains cas, d'instituer des poursuites en dommages-intérêts si de l'information présentée dans le prospectus simplifié est fautive.

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire, dont les coordonnées figurent à la page 13.

Quels sont les autres types de fonds d'investissement?

Il existe d'autres types de fonds dans lesquels investir. Comme dans le cas des OPC, vous vous en remettez à un gestionnaire professionnel pour les décisions de placement. En outre, le degré de risque et le rendement varient selon les placements du fonds.

Il faut toutefois noter que le mode de fonctionnement et les frais des autres types de fonds sont différents de ceux des OPC.

Fonds d'investissement à capital fixe

Les fonds d'investissement à capital fixe émettent un nombre limité de parts ou d'actions, qui peuvent être négociées en bourse. Il peut être difficile d'acheter ou de vendre des titres de certains de ces fonds s'ils ne sont pas inscrits à la cote d'une bourse ou si le volume des opérations sur ces titres est bas.

Des commissions sont imposées à l'achat et à la vente de titres d'un fonds d'investissement à capital fixe en bourse.

Fonds négociés en bourse

Le portefeuille de titres des fonds négociés en bourse est identique à celui d'un indice boursier ou obligataire. En règle générale, ces fonds suivent simplement un indice, mais certains sont gérés plus activement.

Vous devez payer une commission à l'achat et à la vente de titres. Ces fonds paient des frais de gestion et d'exploitation et, parfois, des commissions de suivi.

Les frais et les dépenses d'un fonds négocié en bourse sont souvent inférieurs à ceux que vous paieriez pour un OPC classique. Si le fonds négocié en bourse ne fait que suivre un indice, son gestionnaire n'a pas autant de recherches à effectuer pour ses placements ni autant d'achats et de ventes de titres à réaliser que dans le cas d'un OPC classique.

Fonds distincts

Les fonds distincts sont un produit d'assurance comprenant à la fois un fonds d'investissement et une garantie. Les titres de fonds distinct que vous achetez et vendez sont associés à un contrat d'assurance. Le contrat comporte une garantie qui protège la totalité ou une partie de votre placement en cas de baisse des marchés. En général, vous devez conserver le contrat pendant 10 ans pour bénéficier de cette garantie.

Exception faite du coût de l'assurance, les frais associés à ces fonds sont similaires à ceux des OPC.

Questions à poser avant d'investir

Avant d'investir, renseignez-vous autant que possible sur l'OPC considéré. Il est recommandé de lire des documents comme le prospectus simplifié et les rapports de la direction sur le rendement de l'OPC. Prenez également le temps de faire des recherches dans les principaux journaux financiers ou sur des sites Web tels que www.globefund.com et www.morningstar.ca.

Voici des exemples de questions :

1. Quel est l'objectif de l'OPC? Assurez-vous que l'objectif de l'OPC et vos propres objectifs de placement concordent. L'OPC procure-t-il un revenu régulier? Obtient-il le taux de rendement recherché? S'inscrit-il dans l'horizon de temps que vous avez prévu? S'accorde-t-il avec vos autres placements?

2. Quel degré de risque l'OPC présente-t-il?

N'oubliez pas que vous pouvez gagner mais aussi perdre de l'argent en investissant dans un OPC. Êtes-vous prêt à assumer le degré de risque qu'il présente?

3. Quel a été son rendement par le passé? Bien qu'on ne puisse prédire les résultats futurs d'un OPC en fonction de ses rendements passés, ces données peuvent vous donner un aperçu de sa performance par rapport à d'autres OPC ayant le même objectif de placement.

4. Quels sont les frais? Tous les OPC doivent déclarer leurs frais et charges dans leur prospectus simplifié. Tenez compte de l'ensemble des coûts. Par exemple, un OPC dont le ratio des frais de gestion est faible peut facturer des frais d'acquisition très élevés, et inversement. Évaluez également si on vous en donne pour votre argent. Quel niveau de service et quel type de conseils vous seront offerts? Enfin, comparez les coûts et le rendement de l'OPC avec ceux d'OPC semblables pour déterminer s'il est avantageux d'y investir.

5. À qui est confiée la gestion de l'OPC? Le succès d'un OPC repose sur l'habileté du gestionnaire de portefeuille à choisir les placements. Quelle formation a-t-il reçue? Quelle expérience possède-t-il? Gère-t-il d'autres OPC? Ces OPC ont-ils obtenu de bons rendements?

6. Quelle est l'incidence fiscale? Si vous ne détenez pas l'OPC dans un régime enregistré, savez-vous quelles distributions sont habituellement versées et comment elles sont imposées? Connaissez-vous les dispositions fiscales relatives aux gains (pertes) en capital?

Savoir où obtenir de l'aide

Les autorités en valeurs mobilières surveillent les marchés financiers du Canada et les conseillers qui vendent et gèrent les titres négociés sur ces marchés. Elles ont pour mission de protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, abusives et frauduleuses tout en favorisant l'équité et l'efficacité des marchés financiers.

Vous pouvez communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire, aux coordonnées indiquées à la page 13, pour vérifier l'inscription d'une personne ou d'une entreprise et pour savoir si elle a déjà fait l'objet de sanctions.

Si vous avez une plainte à formuler

Si vous croyez que votre conseiller ne travaille pas dans votre intérêt, vous pouvez envisager de déposer une plainte ou de changer de conseiller.

Voici la marche à suivre pour présenter une plainte :

1. **Commencez par vous adresser à votre conseiller ou à son entreprise.** Décrivez clairement le problème et précisez le moment où il est survenu. Énoncez le dénouement auquel vous vous attendez (par exemple, des excuses, la

correction de votre compte ou le remboursement de votre argent). Utilisez la fiche des ACVM *Lorsque votre courtier vous appelle, prenez des notes!* pour inscrire tous les détails de vos conversations téléphoniques et rencontres avec votre conseiller financier et les recommandations qu'il peut vous faire.

Si vous n'êtes pas satisfait

2. **Renseignez-vous sur la procédure de plainte de l'entreprise.** Suivez les étapes suggérées. On pourrait vous demander de communiquer avec un directeur ou le service de la conformité de l'entreprise. Consignez votre plainte par écrit. Notez bien le nom des personnes à qui vous parlez et les questions dont vous avez discuté.

Si ces mesures ne produisent pas les résultats voulus

3. **Communiquez avec l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire ou avec un avocat.** Vous serez informé des options à votre disposition en fonction du type de plainte. Dans la plupart des cas, vous devrez d'abord suivre la procédure de plainte de l'entreprise.

Si vous avez perdu de l'argent

Investir dans un OPC comporte des risques. Vous pouvez perdre de l'argent s'il obtient de piètres résultats. Cependant, si vous souhaitez être dédommagé parce que vous estimez ne pas avoir été traité équitablement, vous pouvez vous adresser à l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI). L'OSBI est un service gratuit et indépendant de règlement des différends dans les secteurs des services bancaires et des placements.

Si la décision prise par l'entreprise relativement à votre plainte ne vous satisfait pas, vous pouvez soumettre votre cas à l'examen impartial et sans formalité de l'OSBI. Vous disposez de **180 jours** après réception de la réponse de l'entreprise pour communiquer avec l'OSBI. Ce dernier peut recommander le paiement d'une indemnité pouvant atteindre 350 000 \$.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web de l'OSBI à l'adresse suivante : www.obsi.ca.

Vous pouvez aussi consulter un avocat pour connaître vos droits et vos options. Le barreau de votre province ou territoire peut vous aider à en choisir un. On peut obtenir la liste des barreaux du Canada à l'adresse suivante : www.flsc.ca.



Savoir où obtenir de l'aide

Pour plus de renseignements

Vous trouverez dans nos guides gratuits et objectifs des points de repère sur l'investissement et le fonctionnement de certains produits. Vous pouvez vous les procurer sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse www.autorites-valeurs-mobilieres.ca, ou auprès de l'autorité en valeurs mobilières de votre province ou territoire.

L'ABC du placement — Faire ses premiers pas

Tableau de ventilation en matière de planification financière

Coup d'oeil sur les produits d'investissement

Investir avec l'aide d'un conseiller financier

Lorsque votre courtier vous appelle, prenez des notes!

Protégez votre argent contre les fraudes et les escroqueries

Membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières www.autorites-valeurs-mobilieres.ca

Alberta Securities Commission

www.albertasecurities.com
(403) 297-6454
1-877-355-4488

Autorité des marchés financiers (Québec)

www.lautorite.qc.ca
(418) 525-0337
(514) 395-0337
1-877-525-0337

British Columbia Securities Commission

www.investright.org
(604) 899-6854 ou
1-800-373-6393 (C.-B. et Alb. seulement)

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

www.osc.gov.on.ca
(416) 593-8314
1-877-785-1555

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

www.msc.gov.mb.ca
(204) 945-2548 ou
1-800-655-5244 (Manitoba seulement)

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick

www.nbsc-cvmnb.ca
(506) 658-3060
1-866-933-2222 (N.-B. seulement)

Financial Services Regulation Division, Terre-Neuve-et-Labrador

www.gs.gov.nl.ca
(709) 729-4189

Nova Scotia Securities Commission

www.gov.ns.ca/nssc
(902) 424-7768

Office of the Attorney General, Île-du-Prince-Édouard

www.gov.pe.ca/securities
(902) 368-4550

Registraire des valeurs mobilières, Nunavut

(867) 975-6587

Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest

www.justice.gov.nt.ca/SecuritiesRegistry
(867) 920-3318

Registraire des valeurs mobilières, Yukon

www.community.gov.yk.ca/corp/secureinvest.html
(867) 667-5225

Saskatchewan Financial Services Commission

www.sfsc.gov.sk.ca
(306) 787-5645